

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-Meslay

Parçay-Meslay, le 30/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SCA AXEREAL

36 rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : LSAEX 2023-1134
Code AIOT : 0010003927

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2023 dans l'établissement SCA AXEREAL implanté Chemin des Chambres 37310 Cigogné. L'inspection a été annoncée le 25/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCA AXEREAL
- Chemin des Chambres 37310 Cigogné
- Code AIOT : 0010003927
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de stockage de céréales

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale 2023 relative au contrôle des mesures de prévention incendie dans les silos.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	NC2 de la visite du 28/09/2020	Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 27	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	NC 4 de la visite du 28/09/2020	Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 19.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Moyens de lutte contre les incendies	AP Complémentaire du 13/06/2008, article 27	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	NC1 de la visite du 28/09/2020	Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 16	/	Sans objet
3	NC 3 de la visite du 28/09/2020	Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 20.1	/	Sans objet
5	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
6	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
7	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
8	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
10	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : NC1 de la visite du 28/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure de niveau de bruit
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : <u>Constat du 28 septembre 2020 :</u> L'exploitant ne réalise pas une mesure du niveau de bruit et de l'émergence au moins tous les trois ans. <u>Constat du 18 octobre 2023 :</u> L'exploitant a présenté une étude d'impact sonore DEKRA n°D5664860/2101-1/1m00 du 12/04/2021 au 13/04/2021. Cette étude montre un léger dépassement du niveau ambiant au point 4 (66dB pour 65dB), ce dépassement est principalement lié à la proximité immédiate de la route D58 avec sa circulation. Le site est implanté en rase campagne, à 1500 m à l'est du bourg de Cigogné et les habitations les plus proches sont situées à 560 m au sud-est. Il n'y a jamais eu de plainte liée au bruit pour cet établissement. La non-conformité NC1 associée à la visite d'inspection du 28 septembre 2020 est clôturée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : NC2 de la visite du 28/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 27
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'intervention du site
Prescription contrôlée : Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter: Le plan de installations avec indication: -des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître; -les mesures de protection définies à l'article 19 du présent arrêté; -les moyens de lutte contre l'incendie; -les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours; Les stratégies d'intervention en cas de sinistre; la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.
Constats : Le plan des installations à communiquer aux services de secours n'est plus à jour. Par ailleurs, la situation administrative du site n'est pas actualisée.
Observations : Constat du 28 septembre 2020 : Le plan d'intervention des secours n'a pas été actualisé en fonctions des évolutions de fonctionnement du site. Par ailleurs, la situation administrative est à actualiser. En réponse à ce constat, par courrier du 25 janvier 2021 l'exploitant a indiqué : "Nous nous rapprochons du SDIS pour mise à jour du plan d'intervention ETARE référencé..." <u>Constat du 18 octobre 2023:</u> Le plan des installations à communiquer aux services de secours n'est plus à jour. La situation administrative du site n'est pas actualisée. La non-conformité notifiée suite à l'inspection du 28 septembre 2020 est reconduite avec le libellé suivant : Le plan des installations à communiquer aux services de secours n'est plus à jour. Par ailleurs, la situation administrative du site n'est pas actualisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : NC 3 de la visite du 28/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 20.1
Thème(s) : Risques accidentels, Détecteur de dysfonctionnement
Prescription contrôlée : Les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivant visant à éviter tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourraient entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes: transporteur à chaîne: -Détecteurs de bourrage.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Constat du 28 septembre 2020 : Le détecteur de dysfonctionnement (trappe de bourrage) du transporteur à chaîne de reprise TC6 du silo n°2 est inopérant.

<p><u>Constat du 18 octobre 2023 :</u> Le détecteur de dysfonctionnement (trappe de bourrage) du transporteur à chaîne de reprise TC6 du silo n°2 est fonctionnel.</p>
<p>La non-conformité NC3 associée à la visite d'inspection du 28 septembre 2020 est clôturée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : NC 4 de la visite du 28/09/2020

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 19.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Dispositifs de découplage</p>
<p>Prescription contrôlée : L'étude de danger identifie pour l'ensemble des silos les dispositifs de découplage nécessaires afin d'éviter la propagation des éventuelles explosions entre les différents volumes des silos. La mise en place des dispositifs de découplages résistants aux pressions déterminées par l'exploitant sera effective au plus tard le 1er août 2008.</p>
<p>Constats : Les dispositifs de découplage entre le silo 2 et la tour de manutention du silo 2 n'ont pas été mis en place au niveau de la jonction du rez-de-chaussée avec l'espace sous cellules du silo 2.</p>
<p>Observations : <u>Constat du 28 septembre 2020 :</u> Les dispositifs de découplage entre le silo 2 et la tour de manutention du silo 2 n'ont pas été mis en place au niveau de la jonction du rez-de-chaussée avec l'espace sous cellules du silo 2. En réponse à ce constat, par courrier du 25 janvier 2021 l'exploitant a indiqué : "L'environnement du site n'abritant plus de tiers sensibles en raison du caractère désaffecté du pavillon, nous travaillons actuellement à une nouvelle évaluation du risque de propagation d'explosion de la tour vers l'espace sous cellules. Nous reviendrons vers vous rapidement avec les conclusions de cette étude."</p>
<p><u>Constat du 18 octobre 2023:</u> L'exploitant n'a pas transmis de nouvelle évaluation du risque de propagation d'explosion de la tour de manutention vers l'espace sous cellules du silo 2. Les dispositifs de découplage entre le silo 2 et la tour de manutention du silo 2 n'ont pas été mis en place au niveau de la jonction du rez-de-chaussée avec l'espace sous cellules du silo 2.</p>
<p>La non-conformité notifiée suite à l'inspection du 28 septembre 2020 est reconduite avec le libellé suivant : Les dispositifs de découplage entre le silo 2 et la tour de manutention du silo 2 n'ont pas été mis en place au niveau de la jonction du rez-de-chaussée avec l'espace sous cellules du silo 2.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 5 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : En séance, l'inspection a consulté le plan de formation du responsable de site et de l'agent conseil. L'exploitant a fourni le bilan individuel de formation de ces personnels et notamment la date de la dernière formation aux risques silos et produits phytosanitaire : 18/09/2019 pour l'un et 10/02/2020 pour l'autre Cette formation a une durée de validité de 5 ans.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et des travaux
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'exploitant a présenté une procédure relative aux consignes de sécurité référence CE 102. Cette procédure consultable sur l'intranet de l'entreprise, reprend tous les attendus du point de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu
Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : Pas de non-respect constaté.

Observations : l'inspection a consulté par sondage un permis de feu délivré le 08/08/2023 au profit de la société SAV META. Ce permis de feu permet de rappeler: - les motivations ayant conduit à sa délivrance, - la durée de validité, - la nature des dangers, - le type de matériel pouvant être utilisé, - les mesures de prévention à prendre concernant les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations, les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux. Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies. À l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception est réalisée par l'exploitant pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier, ainsi que de l'absence de point chaud dans les deux heures après la fin des travaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage n'appelle pas d'observation. Un état récapitulatif de l'ensemble des contrôles effectués concernant le fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage est joint en annexe 1 du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Transporteurs à bande
Prescription contrôlée : [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Le site de Cigogné ne possède pas de transporteur à bande.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : L'exploitant a présenté un certificat Q18 datant du 14/11/2022 qui déclare que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. L'exploitant a procédé à la levée de tous les écarts techniques U1 et U2 (hors écarts documentaires en date du 25/01/2023).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Moyens de lutte contre les incendies

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/06/2008, article 27
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve incendie
Prescription contrôlée : "Les silos doivent être pourvus en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger, notamment : - le site est équipé d'une réserve incendie de 350 m° » "Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. "
Constats : La réserve incendie ouverte du site est difficilement accessible par les services d'incendie.
Observations : Le site est équipé d'une réserve incendie ouverte de 350 m3. Cette dernière est clôturée et équipée d'un portail d'accès qui est mal positionné. Ce portail situé à l'ouest de la réserve rend son accès difficile par les services de secours incendie en cas de besoin. La réserve ne possède pas de colonne d'aspiration ce qui peut être admis par le règlement départemental de défense extérieur contre l'incendie du SDIS 37. L'inspection demande à l'exploitant de modifier la position du portail afin qu'il soit à l'est de la réserve permettant ainsi de faciliter la mise en place des tuyaux d'aspiration des engins pompes en cas de besoin (la longueur des tuyaux d'aspirations ne doit pas excéder 8m).
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet